

Assemblée Générale Mixte du 26 avril 2012

Avis de convocation



IMERYS
TRANSFORM TO PERFORM



Société Anonyme
au capital de 150 285 032 euros
Siège social : 154, rue de l'Université
75007 Paris

562 008 151 R.C.S. Paris

Madame, Monsieur, Cher Actionnaire,

Nous avons l'honneur de vous informer, en votre qualité d'actionnaire, que **l'Assemblée Générale Mixte d'Imerys** est appelée à se réunir sur première convocation :

le jeudi 26 avril 2012, à 11 heures,

à la Maison des Arts et Métiers, 9 bis avenue de l'éna - 75116 Paris.

Nous vous prions de trouver ci-après les modalités pratiques de participation à cette Assemblée, son ordre du jour, les projets de résolution qui seront soumis à son approbation, un exposé sommaire de la situation de la Société pendant l'exercice écoulé, le tableau des résultats financiers des exercices 2007 à 2011 ainsi qu'une formule de demande d'envoi des documents et renseignements, visés à l'article R. 225-83 du Code de commerce.

Le Conseil d'Administration

COMMENT PARTICIPER A L'ASSEMBLEE GENERALE ?

Les différents modes de participation

Quel que soit le nombre d'actions que vous possédez, vous avez le droit de participer et de voter à l'Assemblée. Vous avez la possibilité de choisir entre quatre modes de participation :

- 1) assister personnellement à l'Assemblée,
- 2) voter par correspondance,
- 3) donner pouvoir au Président de l'Assemblée,
- 4) vous faire représenter par toute personne de votre choix.

Quelles sont les formalités préalables à accomplir pour justifier de votre qualité d'actionnaire en vue de participer à l'Assemblée ?

Le droit de participer à l'Assemblée Générale est subordonné à l'**enregistrement comptable** de vos actions **au plus tard le 23 avril 2012 à zéro heure – heure de Paris** ("date d'enregistrement" ou "record date").

- Si vos actions sont inscrites au nominatif (pur ou administré), vous n'avez aucune démarche à effectuer car l'enregistrement comptable de vos actions est automatique.
- Si vos actions sont au porteur, vous devez obtenir auprès de votre intermédiaire financier habituel (banque, établissement financier, société de bourse) teneur de votre compte, **une attestation de participation** justifiant l'enregistrement comptable de vos titres.

Vous souhaitez assister à l'Assemblée

Si vous souhaitez assister à l'Assemblée, vous devez préalablement demander une **carte d'admission**. Pour cela, nous vous remercions de bien vouloir cocher la case **A** du **Formulaire** joint au présent avis de convocation.

Vous souhaitez voter par correspondance ou vous faire représenter à l'Assemblée

Nous vous remercions de bien vouloir cocher la case **B** du **Formulaire**, ainsi que la case correspondant au choix que vous retiendrez parmi les trois possibilités suivantes :

- voter par correspondance, en cochant la case **1** et en noircissant, le cas échéant, les résolutions qui ne recueillent pas votre adhésion ;
- donner pouvoir au Président de l'Assemblée en cochant la case **2** ;
- donner mandat à toute personne de votre choix en cochant la case **3** : dans ce cas, il convient d'indiquer le nom et les coordonnées de la personne que vous aurez désignée ; à défaut, le Président de l'Assemblée émettra un vote favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par le Conseil d'Administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution.

Attention : le Formulaire, dûment complété, daté et signé, doit être retourné par courrier exclusivement à CACEIS CT^(*) au plus tard le 23 avril 2012.

Si vos actions sont au porteur, ce Formulaire devra être impérativement accompagné de l'attestation de participation mentionnée ci-dessus.

Par ailleurs et conformément à la loi, vous avez également la possibilité de désigner et, le cas échéant, révoquer, votre mandataire par voie électronique. Pour ce faire, vous devez adresser une copie par e-mail du Formulaire dûment rempli et signé à l'adresse actionnaires@imerys.com, au plus tard le 23 avril 2012. Si vos actions sont au porteur, le Formulaire devra être accompagné de l'attestation de participation mentionnée ci-dessus. Nous attirons votre attention sur le fait que le mandataire que vous aurez désigné devra se présenter le jour de l'Assemblée Générale muni de la copie du Formulaire dûment complété et signé, de sa pièce d'identité ainsi que d'une copie de la votre. La révocation éventuelle de ce mandat devra intervenir dans les mêmes formes et délais que sa désignation : par courrier adressé par e-mail à l'adresse actionnaires@imerys.com au plus tard le 23 avril 2012.

^(*) Crédit Agricole Caisse d'Epargne Investor Services Corporate Trust (CACEIS CT) – Service Assemblées – 14 rue Rouget de Lisle – 92862 Issy les Moulineaux Cedex 09. Téléphone : 33 (0) 1 57 78 32 32 – Fax : 33 (0) 1 49 08 05 82.

Vous souhaitez voter par Internet

Vous avez également la possibilité de voter par Internet préalablement à l'Assemblée, en vous connectant au site www.imerys.com – **Actionnaires Individuels – Assemblée Générale**.

➤ Si vos actions sont inscrites au nominatif :

vous devez vous identifier au moyen de l'identifiant et du code d'accès qui vous aura été transmis par courrier par CACEIS CT et suivre les indications mentionnées à l'écran.

➤ Si vos actions sont au porteur :

vous devez suivre les indications données à l'écran afin d'effectuer votre demande d'attestation de participation. Cette demande sera transmise à votre intermédiaire financier qui devra retourner l'attestation de participation (avec la mention "vote par Internet") à CACEIS CT. A réception de cette attestation, CACEIS CT vous adressera par courrier électronique votre identifiant et votre code d'accès, nécessaires à votre connexion au site. Vous pourrez alors exprimer votre vote.

Cet espace Internet sécurisé et dédié au vote préalable à l'Assemblée sera ouvert du 9 avril au 25 avril 2012 jusqu'à 15 heures – heure de Paris, veille de l'Assemblée.

Attention : tout actionnaire ayant voté par correspondance ou par Internet, adressé un pouvoir ou demandé une carte d'admission n'aura plus la possibilité de choisir un autre mode de participation à l'Assemblée ; l'actionnaire qui aura voté par correspondance ou par Internet, ou adressé un pouvoir pourra néanmoins y assister, sans prendre part au vote.

Cession de vos actions

Conformément à l'article R. 225-85 du Code de commerce, tout actionnaire ayant effectué l'une des formalités ci-dessus peut néanmoins céder tout ou partie de ses actions. Cependant, si la cession intervient avant le troisième jour ouvré précédant l'Assemblée, soit avant le 23 avril 2012 à zéro heure – heure de Paris, la Société invalidera ou modifiera en conséquence, selon le cas, le vote exprimé par correspondance, la procuration, la carte d'admission ou l'attestation de participation. A cette fin, l'intermédiaire habilité teneur de compte de l'actionnaire notifiera la cession à la Société ou à CACEIS CT, et lui transmettra les informations nécessaires. Aucune cession ni autre opération réalisée après le troisième jour ouvré précédant l'Assemblée, à zéro heure – heure de Paris, ne sera prise en considération par la Société.

Documents mis à disposition des actionnaires

Les documents devant être mis à disposition des actionnaires conformément à la loi peuvent être consultés au siège de la Société ou obtenus sur simple demande adressée à CACEIS CT. En outre, les documents mentionnés à l'article R. 225-73-1 du Code de commerce ont été publiés sur le site www.imerys.com dans les délais prévus par la réglementation en vigueur.

ORDRE DU JOUR

Partie ordinaire

1. Approbation de la gestion et des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2011 ;
2. approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011 ;
3. affectation du résultat et détermination du dividende au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011 ;
4. rapport spécial des Commissaires aux comptes visé à l'article L. 225-40 du Code de commerce et approbation, en application des articles L. 225-38 et L. 225-42-1 du Code de commerce, des modifications apportées au régime supplémentaire de retraite à prestations définies dont bénéficie M. Gilles Michel, Président-Directeur Général ;
5. rapport spécial des Commissaires aux comptes visé à l'article L. 225-40 du Code de commerce et approbation, en application de l'article L. 225-42-1 al. 4 du Code de commerce, des engagements pris par la Société en faveur de M. Gilles Michel, Président-Directeur Général, concernant l'indemnité de rupture de son mandat social ;
6. renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Jacques Drijard ;
7. renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Jocelyn Lefebvre ;
8. renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Gilles Michel ;
9. nomination de M. Xavier Le Clef en qualité de nouvel Administrateur en remplacement de M. Eric Le Moyne de Sérigny ;
10. achat par la Société de ses propres actions.

Partie extraordinaire

11. Modifications statutaires ;
12. pouvoirs.

PROJETS DE RESOLUTION PROPOSES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

PARTIE ORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION

Approbation de la gestion et des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2011

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux comptes relatifs aux comptes annuels de la Société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011, approuve lesdits comptes tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

DEUXIEME RESOLUTION

Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du Rapport de Gestion du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux comptes relatifs aux comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011, approuve lesdits comptes tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

TROISIEME RESOLUTION

Affectation du résultat – Détermination du dividende au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration :

constate que le bénéfice de la Société pour l'exercice écoulé s'élève à :	9 643 393,91 euros
auquel s'ajoute le report à nouveau d'un montant de :	362 060 679,92 euros
formant ainsi un total distribuable de :	371 704 073,83 euros
décide de verser au titre de l'exercice 2011, un dividende de 1,50 euro à chacune des 75 142 516 actions composant le capital social au 1 ^{er} janvier 2012, représentant une distribution de :	(112 713 774,00) euros
et affecte le solde au report à nouveau qui s'élève désormais à :	258 990 299,83 euros

L'Assemblée Générale décide que le montant total du dividende versé sera ajusté en fonction du nombre d'actions émises à la suite de levées d'options de souscription d'actions et ayant droit au dividende de l'exercice 2011 à la date de paiement de ce dividende. Le montant affecté au report à nouveau sera déterminé sur la base du montant total du dividende effectivement mis en paiement.

L'Assemblée Générale décide que le dividende sera mis en paiement à compter du 9 mai 2012.

Si lors de la mise en paiement du dividende, la Société détenait certaines de ses actions, les sommes correspondant aux dividendes qui n'auraient pas été distribuées de ce fait, seraient affectées au report à nouveau.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est précisé que le dividende ouvre droit pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France à l'abattement de 40 % prévu au 2° du 3 de l'article 158 du Code général des impôts ; cet abattement ne sera pas applicable dès lors que le bénéficiaire aura opté pour le prélèvement libératoire forfaitaire prévu par l'article 117 quater du Code général des impôts.

L'Assemblée Générale prend acte que le montant des dividendes par action mis en paiement au titre des trois exercices précédents a été le suivant :

Exercice clos le :	Exercice 2010	Exercice 2009	Exercice 2008
Dividende net par action	1,20 € *	1,00 € *	1,00 € *
Nombre d'actions ayant perçu le dividende	75 497 951	75 505 458	62 787 810
Distribution nette totale	90,6 M€	75,5 M€	62,8 M€

* Dividende éligible à l'abattement de 40 %.

QUATRIEME RESOLUTION

Rapport spécial des Commissaires aux comptes visé à l'article L. 225-40 du Code de commerce et approbation, en application des articles L. 225-38 et L. 225-42-1 du Code de commerce, des modifications apportées au régime supplémentaire de retraite à prestations définies dont bénéficie M. Gilles Michel, Président-Directeur Général

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes établi en application des dispositions de l'article L. 225-40 du Code de commerce, et statuant sur ce rapport, approuve, conformément aux dispositions des articles L. 225-38 et L. 225-42-1 du Code de commerce, les modifications apportées au régime de retraite à prestations définies dont bénéficie M. Gilles Michel, Président-Directeur Général, telle qu'approuvée par le Conseil d'Administration en sa séance du 15 février 2012.

CINQUIEME RESOLUTION

Rapport spécial des Commissaires aux comptes visé à l'article L. 225-40 du Code de commerce et approbation, en application de l'article L. 225-42-1 al. 4 du Code de commerce, des engagements pris par la Société en faveur de M. Gilles Michel, Président-Directeur Général concernant l'indemnité de rupture de son mandat social

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes établi en application des dispositions de l'article L. 225-40 du Code de commerce, et statuant sur ce rapport, approuve à nouveau, conformément aux dispositions de l'article L. 225-42-1 al. 4 du Code de commerce, les engagements pris par la Société en faveur de M. Gilles Michel, Président-Directeur Général, concernant l'indemnité de rupture qui lui serait due au cas où il serait mis fin à son mandat social à l'initiative de la Société ou en cas de départ contraint lié à un changement de contrôle ou de stratégie, sous réserve du renouvellement de son mandat d'Administrateur par la présente Assemblée (8^{ème} résolution) et de la reconduction par le Conseil d'Administration de ses fonctions de Président-Directeur Général.

SIXIEME RESOLUTION

Renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Jacques Drijard

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de M. Jacques Drijard vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2015, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2014.

SEPTIEME RESOLUTION

Renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Jocelyn Lefebvre

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de M. Jocelyn Lefebvre vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2015, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2014.

HUITIEME RESOLUTION

Renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Gilles Michel

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de M. Gilles Michel vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2015, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2014.

NEUVIEME RESOLUTION

Nomination de M. Xavier Le Clef en qualité de nouvel Administrateur en remplacement de M. Eric le Moyne de Sérigny

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de nommer à compter de ce jour, en qualité de nouvel Administrateur, en remplacement de M. Eric Le Moyne de Sérigny qui n'a pas sollicité le renouvellement de son mandat, M. Xavier Le Clef, pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2015, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2014.

DIXIEME RESOLUTION

Achat par la Société de ses propres actions

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, en application des dispositions de l'article L. 225-209 et suivants du Code de commerce et des articles 241-1 à 241-6 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers :

1) autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à procéder à l'achat des actions de la Société :

- en vue de l'annulation des actions ainsi acquises, ainsi que, le cas échéant, de celles acquises dans le cadre d'autorisations de rachat d'actions antérieures,
- en vue d'animer le marché par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement intervenant au nom et pour le compte de la Société en toute indépendance et sans être influencé par la Société, dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une Charte de Déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ou de toute autre manière conformément à la réglementation applicable en vigueur,
- en vue d'attribuer ou de céder des actions aux salariés, anciens salariés ou mandataires de la Société et de ses filiales au sens des articles L. 225-180 et L. 233-3 du Code de commerce, notamment dans le cadre de plans d'épargne salariale, d'options d'achat d'actions, ou d'attributions gratuites d'actions, dans les conditions prévues par la loi, et
- pour la remise ou l'échange d'actions, en particulier à l'occasion d'émission de titres ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, ou dans le cadre d'opérations de croissance externe.

L'acquisition, la cession, le transfert et l'échange des actions pourront être effectués, dans le respect de la réglementation en vigueur, sur le marché ou de gré à gré, par tous moyens, y compris par transfert de blocs, par l'utilisation ou l'exercice de tout instrument financier et produit dérivé ;

2) fixe les limites suivantes à l'utilisation de la présente autorisation par le Conseil d'Administration :

- le nombre maximum d'actions pouvant être acquises ne pourra excéder 10 % du nombre total d'actions émises et en circulation au 1^{er} janvier 2012, soit 7 514 251 actions,
- le nombre d'actions que la Société détiendra, directement ou indirectement, à quelque moment que ce soit, ne pourra dépasser 10 % des actions composant le capital de la Société,
- le prix maximum d'achat des actions ne pourra être supérieur à 80 euros,
- le montant maximal susceptible d'être ainsi consacré par la Société à ces acquisitions ne pourra être supérieur à 601,1 millions d'euros ;

3) décide que, en cas de modification du nominal des actions, d'augmentation de capital par incorporation de réserves et d'attribution gratuite d'actions ainsi qu'en cas, soit d'une division, soit d'un regroupement des titres, le montant maximal consacré à ces acquisitions et le nombre maximal de titres à acquérir indiqués ci-dessus seront ajustés en conséquence par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital avant l'opération et ce nombre après l'opération ;

4) fixe à dix-huit mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de validité de la présente autorisation, qui prive ainsi d'effet, pour la partie non utilisée, toute délégation antérieure accordée au Conseil d'Administration relative à l'acquisition par la Société de ses propres actions ;

5) confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre cette autorisation et, notamment, pour passer tous ordres de bourse, signer tous actes d'achat, de cession, d'échange ou de transfert, conclure tous accords, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des marchés financiers et de tout autre organisme, procéder aux ajustements prévus ci-dessus, remplir toutes formalités et, en général, faire le nécessaire.

PARTIE EXTRAORDINAIRE

ONZIEME RESOLUTION

Modifications des statuts de la Société

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier ou de compléter les dispositions des statuts de la Société relatives à la composition et au fonctionnement du Conseil d'Administration ainsi qu'à la tenue des Assemblées Générales, et approuve, en conséquence, dans son ensemble, la nouvelle rédaction des statuts de la Société, et en particulier, celles des articles 12, 13, 14, 15, 16, 18, 19, 21, 22, 24 et 26 modifiés ainsi qu'il suit :

. Article 12

La référence au délai de 3 mois faite à l'alinéa 2 est supprimée et remplacée par la mention suivante :

*"Chaque administrateur doit être propriétaire d'au moins cent (100) actions pendant toute la durée de son mandat. Si au jour de sa nomination, un administrateur n'est pas propriétaire du nombre d'actions requis ou si, en cours de mandat, il cesse d'être propriétaire, il doit régulariser sa situation **dans les délais prévus par la réglementation en vigueur**, sous peine d'être réputé démissionnaire d'office."*

Le reste de l'article 12 demeure inchangé.

. Article 13

L'alinéa 3 est désormais rédigé comme suit :

*"A compter de la désignation des premiers membres du Conseil d'Administration, le Conseil d'Administration, sera renouvelé par l'Assemblée Générale annuelle à raison d'un tiers tous les ans. **La durée du premier mandat d'un administrateur** pourra être fixée **par l'Assemblée Générale** pour un délai inférieur à trois (3) ans afin de tenir compte de l'effet du renouvellement par tiers du Conseil d'Administration".*

Le reste de l'article 13 demeure inchangé.

. Article 14

- La 2^{ème} phrase de l'alinéa 2 est supprimée.

- L'alinéa 3 est complété et mis à jour comme suit :

*"Le Président du Conseil d'Administration organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'Assemblée Générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission. Il rédige chaque année un rapport rendant compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que des procédures **de gestion des risques et de contrôle interne** mises en place par la Société, **ainsi que sur tout autre sujet qui serait expressément requis par la réglementation en vigueur**. Ce rapport est joint au rapport de gestion établi par le Conseil d'Administration visé à l'article 29 des présents statuts".*

- L'alinéa 4 actuel est supprimé.

- L'alinéa 6 actuel devient en conséquence l'alinéa 5 ; il est désormais rédigé ainsi :

*"Quelle que soit la durée pour laquelle elles sont conférées, les fonctions du Président et celles du(es) Vice-Président(s) du Conseil d'Administration prennent fin de plein droit à **l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice au cours duquel il(s) a (ont) atteint l'âge de soixante dix (70) ans**".*

Le reste de l'article 14 demeure inchangé.

. Article 15

- Le premier alinéa est modifié et désormais rédigé comme suit :

*"Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur la convocation de son Président, **son secrétaire ou de l'un de ses Vice-Présidents**, au siège social, ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation. La convocation est faite par tous moyens, **y compris verbalement**."*

- L'alinéa 5 est modifié et complété ainsi :

*"Les réunions du Conseil d'Administration peuvent se tenir soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation ainsi que par tous moyens de visioconférence **ou de télécommunication**, dans les conditions prévues par **la réglementation en vigueur**. Elles sont présidées par le Président **ou en cas d'absence de ce dernier**, par l'un des Vice-Présidents **ou tout autre membre présent** désigné à cette fin par le Conseil d'Administration. Les membres du Conseil d'Administration peuvent se faire représenter à chaque réunion par un de leurs collègues au moyen d'un pouvoir donné par lettre, télécopie ou par tout autre moyen de télécommunication, dans les conditions prévues par la loi".*

Le reste de l'article 15 demeure inchangé.

. Article 16

Le 3^{ème} alinéa est supprimé et les alinéas 4 à 9 actuels deviennent les alinéas 3 à 8.

. Article 18

L'alinéa 7 est complété comme suit :

*"En accord avec le Directeur Général, le Conseil d'Administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux Directeurs Généraux délégués. Les Directeurs Généraux délégués disposent, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le Directeur Général. **Le Conseil d'Administration peut limiter leurs pouvoirs mais cette limitation est inopposable aux tiers.**"*

L'alinéa 9 est en conséquence supprimé.

Les alinéas 10 à 15 deviennent les alinéas 9 à 14.

Les alinéas 9 à 13 demeurent inchangés.

La référence à l'article 706-43 du Code de procédure pénale figurant à l'alinéa 14 est remplacée par la mention "**réglementation en vigueur**".

. Article 19

L'alinéa 6 ("**conventions courantes**") est supprimé conformément aux dispositions de la loi de simplification du droit du 17 mai 2011.

Le reste de l'article 19 demeure inchangé.

. Article 21

- Les alinéas 4 et 5 - section "Convocations" - sont supprimés et remplacés par un nouvel alinéa 4 qui est rédigé comme suit :

*"**Les convocations aux Assemblées Générales sont faites dans les délais et conditions fixés par la réglementation en vigueur ; elles peuvent être adressées aux actionnaires, notamment, par télétransmission et/ou tout autre moyen de télécommunication.**"*

- Un nouvel alinéa 5 est introduit à la section "Convocations" ; il est rédigé comme suit :

*"**Les Assemblées Générales sont convoquées par le Conseil d'Administration, au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation. A défaut, elles peuvent être également convoquées :***

- ***par les Commissaires aux comptes dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur ;***
- ***par un mandataire désigné en justice à la demande, soit de tout intéressé ou du comité d'entreprise en cas d'urgence, soit d'un ou plusieurs actionnaires réunissant la fraction du capital exigée par la réglementation en vigueur, soit d'une association d'actionnaires satisfaisant aux conditions fixées par la loi."***

- L'alinéa 10 actuel - section "Participation" - est complété comme suit :

*"**Les actionnaires peuvent se faire représenter aux Assemblées dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.** Les actionnaires peuvent également participer et voter aux Assemblées en adressant un formulaire de procuration ou de vote par correspondance, soit sous forme papier, soit sur décision du Conseil d'Administration, par télétransmission et/ou tout autre moyen **électronique** de télécommunication, dans **les délais et conditions prévus par la loi.**"*

Le reste de l'article 21 demeure inchangé.

. Article 22

- Le premier alinéa est simplifié comme suit :

"Le Conseil d'Administration peut décider la retransmission publique de l'intégralité des Assemblées par visioconférence et/ou tout autre moyen de télécommunication, dans les conditions prévues par la loi".

- L'alinéa 8 est modifié comme suit :

*"L'ordre du jour est arrêté en principe par l'auteur de la convocation. Toutefois, un ou plusieurs actionnaires représentant **la fraction du capital exigée par la réglementation en vigueur** ou une association d'actionnaires satisfaisant aux conditions fixées par la loi ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour **de points** ou de projets de résolution".*

Le reste de l'article 22 demeure inchangé.

. Article 24

La première phrase est modifiée comme suit :

*"L'Assemblée Générale Ordinaire, réunie sur première convocation, ne délibère valablement que si les actionnaires présents, y compris, le cas échéant, par télétransmission et/ou tout autre moyen de télécommunication dans les conditions prévues par la loi, ou représentés, possèdent **la fraction minimale des actions ayant droit de vote exigée par la réglementation en vigueur**".*

Le reste de l'article 24 demeure inchangé.

. Article 26

- Le premier alinéa est modifié comme suit :

*"L'Assemblée Générale Extraordinaire ne peut délibérer valablement que si les actionnaires présents, y compris, le cas échéant, par télétransmission et /ou tout autre moyen de télécommunication dans les conditions prévues par la loi, ou représentés possèdent, **sur première ou deuxième convocation, la fraction minimale des actions ayant droit de vote exigée par la réglementation en vigueur**".*

- L'alinéa 3 est modifié comme suit :

*"Par dérogation légale à ce qui précède, s'il s'agit de décider ou d'autoriser le **Conseil d'Administration** à réaliser l'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, l'Assemblée Générale délibère **aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires**".*

L'alinéa 4 est en conséquence supprimé.

Le reste de l'article 26 demeure inchangé.

L'Assemblée Générale prend acte que l'ensemble des autres dispositions statutaires, notamment celles relatives à la dénomination, à l'objet, au siège et au capital de la Société, demeure inchangé.

DOUZIEME RESOLUTION

Pouvoirs pour les formalités

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, donne tous pouvoirs au porteur de copie ou d'extrait du procès-verbal de la présente Assemblée, pour accomplir toutes les formalités de dépôt ou de publicité.

EXPOSE SOMMAIRE

PRESENTATION, SOUS FORME RESUMEE, DES PRINCIPALES DONNEES RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDES ET A L'EXERCICE 2011

RESULTATS CONSOLIDES (en millions d'euros)	2011	2010 ⁽¹⁾	% variation courante
Chiffre d'affaires	3 674,8	3 346,7	+ 9,8 %
Résultat opérationnel courant ⁽²⁾	487,0	421,5	+ 15,5 %
<i>Marge opérationnelle</i>	13,3%	12,6 %	+ 0,7 point
Résultat courant net, part du Groupe ⁽³⁾	303,1	242,0	+ 25,3 %
Résultat net, part du Groupe	282,0	243,7	n.a.
FINANCEMENT			
Cash flow libre opérationnel courant ⁽⁴⁾	264,9	302,1	- 12,3 %
Investissements comptabilisés	229,2	169,1	+ 35,5 %
Capitaux propres	2 210,9	2 131,8	+ 3,7 %
Dette financière nette	1 031,1	872,8	+ 18,1 %
DONNEES PAR ACTION (en euro)			
Résultat courant net, part du Groupe ⁽³⁾⁽⁵⁾	4,03 €	3,21 €	+ 25,5 %
Dividende proposé	1,50 €	1,20 €	+ 25,0 %

(1) Les résultats 2010 ont été retraités suite au changement de méthode comptable sur la comptabilisation des avantages du personnel appliqué au 1^{er} janvier 2011 et détaillé en annexe du communiqué de presse du 15 février 2012.

(2) Résultat opérationnel, avant autres produits et charges opérationnels.

(3) Résultat net part du Groupe, avant autres produits et charges opérationnels nets.

(4) Cash flow libre opérationnel courant : EBITDA sous déduction de l'impôt notional, de la variation de BFR et des investissements payés.

(5) Les nombres moyens pondérés d'actions en circulation étant de 75 272 854 en 2011 contre 75 405 857 en 2010.

L'EXERCICE 2011

Environnement économique

En 2011, les marchés finaux d'Imerys se sont globalement bien tenus par rapport à 2010, année de fort rebond et de restockage. Les signaux de ralentissement économiques apparus au cours de l'été ont créé un environnement plus contrasté au 4^{ème} trimestre mais n'ont eu d'effet matériel que sur l'activité papier. Dans la plupart des pays émergents, la demande est restée soutenue.

La demande en investissements industriels (machine-outil, aéronautique, ...) et biens de consommation durables (automobile, électro-ménager, ...) est restée élevée en 2011 et s'est en particulier traduite par une hausse de + 7 % de la production mondiale d'acier. Solide en Amérique du Nord, la production d'acier a toutefois légèrement ralenti en fin d'année dans l'Union Européenne et en Asie.

Dans le domaine des produits de consommation courante (agro-alimentaire, santé, électronique, ...) et emballages, la demande a accompagné la croissance mondiale. La production de papier d'impression et d'écriture a poursuivi sa progression dans les zones émergentes mais a nettement ralenti en Amérique du Nord et, dans une moindre mesure, en Europe, en fin d'année.

L'activité s'est améliorée dans le secteur de la construction en France. Les mises en chantier de logements individuels neufs ont ainsi augmenté de + 10 % par rapport à l'année précédente, bénéficiant du bon niveau de permis de construire délivrés depuis 2010. Dans les autres pays d'Europe, qui connaissent des situations diverses, l'amélioration est lente. Les indicateurs (permis de construire, mises en chantier) ont très légèrement progressé en fin d'année aux Etats-Unis mais restent toutefois à des niveaux bas. En Chine, des mesures ont été prises pour contenir l'inflation des prix et la surchauffe du secteur.

La volatilité des devises a été forte en 2011 alors que certaines matières premières se sont renchéries.

Faits marquants

Après la constitution de la joint-venture "The Quartz Corp SAS", avec le groupe norvégien Norsk Mineral, à la fin du 1^{er} trimestre (branche Minéraux pour Céramiques, Réfractaires, Abrasifs & Fonderie), la finalisation de l'acquisition du leader mondial du talc, le Groupe Luzenac, le 1^{er} août dernier, a constitué une nouvelle étape dans la stratégie d'Imerys, qui accroît ainsi son leadership en élargissant son offre fonctionnelle de minéraux (branche Minéraux de Performance & Filtration). L'acquisition représente une valeur d'entreprise de 340 millions de dollars américains, soit un multiple d'EBITDA en ligne avec les multiples payés historiquement par Imerys. Sur la base des conditions actuelles de marché, le projet devrait être créateur de valeur avec un retour sur capitaux employés supérieur au coût du capital du Groupe dès 2013.

Imerys a par ailleurs inauguré, le 20 septembre 2011, aux Etats-Unis, une usine de proppants céramiques, agents essentiels au soutènement de la roche, destinés au marché en fort développement de l'exploitation des gisements de gaz et pétrole non conventionnels (branche Minéraux pour Céramiques, Réfractaires, Abrasifs & Fonderie). Les premières expéditions ont, comme prévu, commencé début 2012.

Dans ce contexte, Imerys a amélioré sa rentabilité, renforcé ses ressources financières et dégagé un niveau de cash-flow élevé qui lui a permis d'intensifier ses investissements. Le Groupe s'est ainsi doté, en 2011, de nouveaux relais de croissance au travers de développements internes et externes.

RESULTATS 2011

Chiffre d'affaires

Le **chiffre d'affaires** de l'exercice 2011 s'élève à 3 674,8 millions d'euros, soit + 9,8 % par rapport à l'exercice 2010. Cette hausse prend en compte :

- un effet positif de périmètre de + 125,0 millions d'euros, dont l'essentiel (+ 110,5 millions d'euros) au second semestre, traduisant :
 - l'acquisition de l'activité de Pará Pigmentos S.A. (PPSA) au Brésil (branche Pigments pour Papier & Emballage), le 1^{er} août 2010 ;
 - la déconsolidation, au 1^{er} janvier 2011, des activités nord-américaines de quartz de haute pureté (Minéraux pour Céramiques) apportées à la joint-venture The Quartz Corp SAS ;
 - l'intégration du Groupe Luzenac depuis le 1^{er} août 2011 (Minéraux de Performance & Filtration) ;
- un effet de change défavorable de - 67,1 millions d'euros (- 39,6 millions d'euros au second semestre).

A périmètre et changes comparables, le chiffre d'affaires progresse de + 8,1 % par rapport à l'année 2010, qui constituait une base de comparaison élevée, en raison du restockage intervenu aux 2^{ème} et 3^{ème} trimestres. Si la reprise s'est poursuivie au 1^{er} semestre 2011, le rythme de progression a été plus lent au second semestre. Avec + 1,4 % de croissance en volumes au 4^{ème} trimestre 2011, l'activité a été légèrement supérieure à celle de 2010, à l'exception des Pigments pour Papier & Emballage ; l'effet prix-mix est, lui, resté solide.

La répartition géographique des ventes par zone de destination, en 2011, s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires 2011	Chiffre d'affaires 2010	Variation % 2011 vs. 2010	% du chiffre d'affaires consolidé 2011
Europe de l'Ouest	1 754,3	1 601,2	+ 9,6 %	48 %
<i>dont France</i>	624,3	561,4	+ 11,2 %	17 %
Etats-Unis / Canada	724,1	685,4	+ 5,6 %	20 %
Pays émergents	998,3	890,8	+ 12,1 %	27 %
Autres (Japon / Australie)	198,1	169,3	+ 17,0 %	5 %
Total	3 674,8	3 346,7	+ 9,8 %	100 %

En 2011, les ventes du Groupe dans les zones émergentes ont bénéficié de la dynamique des marchés et des développements qui y ont été réalisés depuis plusieurs années. Elles continuent de croître et ont représenté, en 2011, près d'un milliard d'euros dont plus de 40 % réalisés en Chine, au Brésil et en Inde. L'affaiblissement du dollar américain vis-à-vis de l'euro se traduit par une moindre progression du chiffre d'affaires en Amérique du Nord alors que les ventes en Europe bénéficient du regain d'activité de la construction en France, après une année 2010 affectée notamment par une météo défavorable. Les ventes au Japon et en Australie progressent en particulier dans les secteurs industriels (Minéraux pour Céramiques, Réfractaires, Abrasifs & Fonderie et Réfractaires Monolithiques).

Résultat opérationnel courant

La progression de + 15,5 % du **résultat opérationnel courant**⁽¹⁾, à 487,0 millions d'euros pour l'année 2011, résulte des éléments suivants :

- un effet de périmètre de + 23,7 millions d'euros⁽²⁾ (+ 13,4 millions d'euros au second semestre) ;
- un effet de change de - 15,9 millions d'euros (lié notamment à l'affaiblissement du dollar américain par rapport à l'euro et s'établissant à - 2,7 millions d'euros au second semestre).

(1) Résultat opérationnel, avant autres produits et charges opérationnels.

(2) Essentiellement : Pará Pigmentos S.A. (PPSA) au Brésil consolidée depuis le 01/08/2010, déconsolidation des activités nord-américaines de quartz de haute pureté apportées à la joint-venture "The Quartz Corp SAS"(01/01/2011), intégration du Groupe Luzenac (01/08/2011).

A périmètre et changes comparables, le résultat opérationnel courant augmente de + 57,7 millions d'euros par rapport à l'année 2010 avec une bonne contribution des volumes de ventes (+ 59,2 millions d'euros).

La hausse des coûts fixes de production et frais généraux (- 57,7 millions d'euros) traduit la progression des volumes de production et les coûts associés (personnel, maintenance) ainsi que le lancement d'initiatives de développement (équipes dédiées aux nouveaux marchés, développement géographique). L'augmentation des coûts variables (- 91,0 millions d'euros) est majoritairement attribuable à l'inflation de certaines matières premières comme le zircon, dont le prix a triplé en 2011 par rapport à 2010. Imerys a compensé ces évolutions au travers de hausses de prix et d'améliorations de son mix de produits à hauteur de + 153,7 millions d'euros.

Sur l'ensemble de l'année, la marge opérationnelle du Groupe s'est améliorée, à 13,3 % contre 12,6 % en 2010.

Résultat courant net

En croissance de + 25,3 % par rapport à l'exercice 2010, le **résultat courant net**⁽¹⁾, à 303,1 millions d'euros, reflète :

- la forte hausse du résultat opérationnel courant,
- l'amélioration du résultat financier à - 57,2 millions d'euros (contre - 74,7 millions d'euros sur la même période de l'année précédente). Elle s'explique par les facteurs ci-dessous :
 - la charge d'intérêt passe de - 57,3 millions d'euros en 2010 à - 56,1 millions d'euros en 2011, traduisant une légère diminution du taux de financement,
 - l'impact des changes et des instruments financiers est négligeable en 2011 ; il constituait une charge de - 10,8 millions d'euros l'année précédente ;
 - le coût de désactualisation des provisions à long terme est stable (- 3,1 millions d'euros en 2011 contre - 3,4 millions d'euros en 2010) alors que les charges nettes des pensions s'élèvent à 0,2 million d'euros en 2011 contre une charge de - 2,8 millions d'euros en 2010.
- une charge d'impôts de - 123,3 millions d'euros (- 100,4 millions d'euros en 2010), soit un taux effectif d'imposition de 28,7 % (29 % en 2010).

Hors effet de périmètre lié à l'acquisition du Groupe Luzenac, le résultat courant net est en augmentation de plus de + 22 %. Cette progression est conforme à l'objectif annoncé par le Groupe, le 28 juillet dernier, d'une croissance du résultat courant net supérieure à + 20 % sur l'ensemble de l'année 2011.

Résultat net

La progression de + 38,3 millions d'euros du **résultat net, part du Groupe**, à 282,0 millions d'euros, tient compte des **autres produits et charges** pour un montant net d'impôts de - 21,1 millions d'euros (- 23,1 millions d'euros avant impôts) correspondant, pour l'essentiel :

- à des provisions pour restructurations et dépréciations d'actifs pour un montant total de - 14,4 millions d'euros, net d'impôts (portant notamment sur l'activité Magnésie, sur la réorganisation de la production de tuiles Canal dans le Sud-Ouest de la France ainsi que sur la fin de la rationalisation de la production de Pará Pigmentos S.A. (PPSA)) ;
- aux coûts de transactions (principalement frais d'acquisition du Groupe Luzenac) représentant une charge après impôts de - 4,6 millions d'euros.

Génération de cash flow

L'**EBITDA**⁽²⁾ de l'année 2011 s'élève à 686 millions d'euros (621 millions d'euros en 2010), grâce à l'augmentation du résultat opérationnel courant.

Le **besoin en fonds de roulement opérationnel** représente 23,7 % des ventes annualisées du dernier trimestre (contre 21,8 % au 31 décembre 2010). Ce ratio est impacté par :

- un effet de périmètre, lié à l'intégration de l'activité du Groupe Luzenac, dont la saisonnalité de l'activité est très marquée (stocks élevés en fin d'année en raison de l'interruption des campagnes d'extractions pendant l'hiver) ;
- un effet de change défavorable (appréciation du dollar américain à la fin du mois de décembre).

Par ailleurs, ce ratio tient compte du programme d'affacturage⁽³⁾, pour 74 millions d'euros au 31 décembre 2011. A périmètre et changes comparables, le ratio besoin en fonds de roulement rapporté aux ventes du dernier trimestre est stable par rapport à l'année précédente.

(1) Résultat net part du Groupe, avant autres produits et charges opérationnels nets.

(2) Résultat opérationnel courant augmenté des dotations aux amortissements et provisions pour dépréciations nettes de reprises.

(3) Contrat d'affacturage signé le 23 juillet 2009, par lequel les créances cédées sont déconsolidées, les risques et avantages associés aux créances ayant été transférés à la banque "factor". 71 millions d'euros de créances étaient factorisés le 31 décembre 2010

Ainsi qu'il l'avait annoncé, le Groupe a significativement augmenté ses investissements industriels comptabilisés (229,2 millions d'euros) en 2011. Ils représentent 109 % des amortissements (contre 79 % sur l'exercice 2010) et ont été essentiellement consacrés à des relais de croissance : nouvelles capacités pour accompagner la hausse de la demande (notamment dans la branche Minéraux de Performance & Filtration) et le développement dans de nouveaux marchés (proppants dans la branche Minéraux pour Céramiques, Réfractaires, Abrasifs & Fonderie). Les opérations de maintenance de l'outil industriel et de découverte minière ne progressent que légèrement et représentent 62 % de la dotation aux amortissements de l'année (contre 59 % en 2010).

Le **cash flow libre opérationnel courant**⁽¹⁾ reste à un niveau élevé : il s'établit à 264,9 millions d'euros, à comparer aux 302,1 millions d'euros dégagés en 2010.

Structure financière

Grâce à la forte génération de cash flow libre courant, l'augmentation de la **dette financière nette** consolidée (1 031 millions d'euros au 31 décembre 2011 contre 874 millions d'euros au 31 décembre 2010) et des ratios financiers du Groupe est limitée alors même que celui-ci a accru ses investissements de développement et acquis le Groupe Luzenac au deuxième semestre. Imerys a par ailleurs versé un dividende de 90,6 millions d'euros le 11 mai 2011, auquel s'ajoute 0,8 million d'euros de dividendes versés aux actionnaires minoritaires des filiales du Groupe.

Au cours du deuxième semestre 2011, le Groupe a sécurisé près d'un milliard d'euros de lignes bancaires bilatérales à l'horizon 2015-2016, afin d'augmenter et diversifier ses ressources financières tout en allongeant leur maturité moyenne. Au 31 décembre 2011, les ressources financières totales d'Imerys s'élèvent donc à 2,8 milliards d'euros (dont 1,3 milliard d'euros de ressources financières disponibles hors trésorerie), avec une maturité moyenne de 3,8 ans.

Par ailleurs, au cours du premier semestre 2011, l'agence de notation Moody's a relevé la note de crédit long terme⁽²⁾ d'Imerys de Baa3 à Baa2 avec une perspective stable. La note court terme a corrélativement été améliorée de P-3 à P-2, avec une perspective stable également.

DIVIDENDE

Marquant sa confiance dans les perspectives du Groupe, le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale du 26 avril 2012 la distribution d'un dividende porté à 1,50 euro par action. La distribution totale s'élèverait à 112,7 millions d'euros représentant 37,2 % du résultat courant net, part du groupe, un niveau équivalent à la distribution moyenne du Groupe. La mise en paiement interviendrait à compter du 9 mai 2012.

PERSPECTIVES

Depuis la fin de l'été 2011, l'environnement macro-économique est plus incertain et, si l'activité est restée satisfaisante en ce début d'année 2012, la visibilité demeure faible. Le Groupe reste donc vigilant : sélectivité des investissements privilégiant les projets de croissance et les retours sur investissements rapides, gestion stricte du besoin en fonds de roulement, des engagements de dépenses, de l'évolution des coûts variables et du prix/mix.

Au cours des 4 dernières années, Imerys a optimisé sa base de coûts et renforcé sa structure financière tout en augmentant son exposition aux marchés de croissance : expansion dans les pays émergents et diversification de son portefeuille d'activité. En outre, le Groupe bénéficiera, en 2012, d'un potentiel de développement supplémentaire, apporté par l'acquisition du Groupe Luzenac et le lancement de nouveaux projets internes (proppants, ...).

Dans ce contexte, Imerys poursuivra sa stratégie de développement fondée sur l'accélération de la croissance interne - au travers de l'innovation et de l'extension de son portefeuille d'activités dans des marchés et zones géographiques de croissance - et sur une politique d'acquisitions ciblées.

Ainsi, les axes stratégiques d'Imerys pour les cinq ans à venir, visent à accélérer son développement en renforçant la croissance organique. Le Groupe maintiendra des critères stricts de retour sur investissements afin de conserver une structure financière solide. Imerys entend ainsi assurer un retour sur capitaux employés supérieur au coût moyen de son capital, et créer de la valeur pour ses actionnaires.

(1) EBITDA moins impôt notional sur le résultat opérationnel courant, investissements industriels payés et variation du besoin en fonds de roulement opérationnel

(2) Dette senior non sécurisée.

RESULTATS DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Nature des indications (en euros)	2011	2010	2009	2008	2007
I - Capital et autres titres à la fin de l'exercice					
Capital social	150 285 032	150 948 310	150 778 992	125 573 180	126 253 712
Nombre d'actions ordinaires à la fin de l'exercice	75 142 516	75 474 155	75 389 496	62 786 590	63 126 856
Nominal par action	2 €	2 €	2 €	2 €	2 €
Nombre d'actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes	-	-	-	-	-
Nombre maximal d'actions ordinaires potentielles par exercice d'options	4 202 766	4 170 563	3 953 269	3 448 082	3 103 391
II - Opérations et résultat de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	23 102 369	18 874 414	19 196 891	23 164 643	23 535 868
Résultat avant impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	1 016 776	19 302 242	83 085 219	43 655 864	37 035 044
Impôts sur les bénéfices	49 412 228	22 793 593	30 755 302	56 232 494	27 399 525
Participation des salariés due au titre de l'exercice	-	-	-	-	-
Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	9 643 394	83 645 325	71 934 964	87 063 223	50 239 678
Résultat distribué (hors précompte)	90 597 541	75 505 458	62 787 810	118 974 880	114 185 084
III - Résultat par action ⁽¹⁾					
Résultat après impôts, participation des salariés et avant amortissements et provisions	0,67	0,56	1,51	1,59	1,02
Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	0,13	1,11	0,95	1,39	0,80
Dividende net attribué à chaque action	1,50 ⁽²⁾	1,20	1,00	1,00	1,90
IV - Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	140,75	124,25	125,58	130,33	105,33
Montant de la masse salariale de l'exercice	15 625 401	13 459 710	11 839 442	11 619 474	10 525 905
Montant des sommes versées au titre des charges sociales de l'exercice	12 131 203	12 339 268	7 335 249	5 782 541	5 926 112
dont intéressement	1 315 100	918 072	356 971	900 000	1 128 996

(1) Sur la base du nombre d'actions à la fin de chaque exercice.

(2) Proposition soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale du 26 avril 2012.



Société Anonyme
au capital de 150 285 032 euros
Siège social : 154, rue de l'Université
75007 Paris
562 008 151 R.C.S. Paris

Assemblée Générale Mixte du 26 avril 2012

DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS

Tout actionnaire titulaire d'actions inscrites au nominatif peut demander à la Société de lui faire parvenir, à l'adresse qu'il précisera ci-dessous, le "Document de Référence 2011" comprenant, notamment, le Rapport Financier Annuel 2011 ainsi que les informations et renseignements visés à l'article R. 225-83 du Code de commerce.

Le même droit de communication est ouvert à tout actionnaire propriétaire d'actions inscrites au porteur qui justifie de cette qualité par la remise d'une attestation de participation conformément aux dispositions visées dans l'avis de convocation en pages 2 et 3 ci-avant.

Les actionnaires titulaires d'actions inscrites au nominatif peuvent, par une demande unique, obtenir de la Société l'envoi systématique des documents et des renseignements précités édités à l'occasion de chacune des Assemblées d'actionnaires ultérieures. Dans le cas où cette demande aurait été précédemment formulée, ces documents seront prochainement adressés, sans qu'il soit par conséquent nécessaire de retourner le présent imprimé.

✂

Je soussigné

demeurant à

.....

propriétaire de actions de la société Imerys,

- ☐ demande l'envoi des renseignements et documents mis à la disposition des actionnaires pour l'Assemblée Générale Mixte du 26 avril 2012^(*),
- ☐ demande l'envoi systématique, en qualité de propriétaire de actions nominatives, des renseignements et documents mis à la disposition des actionnaires à l'occasion de chacune des Assemblées Générales ultérieures de la société Imerys^(*).

Fait à, le 2012

Signature

^(*) à cocher suivant votre situation et selon votre choix

